

DISPARITES GEOGRAPHIQUES DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ENTRE LE MILIEU URBAIN ET RURAL DANS LA REGION DE ZINDER, NIGER.

RESUME

Les disparités géographiques de l'enseignement primaire au Niger et particulièrement à Zinder constituent un obstacle majeur à la réalisation de l'objectif d'éducation pour tous. Cette étude examine les écarts de scolarisation entre la ville de Zinder (chef-lieu de région) et ses dix départements, à partir des données longitudinales de la Direction Régionale de l'Éducation Nationale (DREN) couvrant la période 2018–2023. Les résultats mettent en évidence un fossé structurel persistant : le taux brut de scolarisation (TBS) de la ville de Zinder atteint 105 % en 2023, contre une moyenne de 53 % pour l'ensemble des départements, soit un écart de 52 points en défaveur des zones rurales. L'analyse des infrastructures scolaires révèle la précarité extrême du milieu rural. L'enquête qualitative conduite auprès des inspecteurs d'enseignement primaire, des conseillers pédagogiques et des membres des organisations communautaires (CGDES) confirme et enrichit ces constats quantitatifs. Face aux inégalités persistantes, l'article défend la thèse d'une planification de ressources éducatives différenciée et territorialisée comme levier opérationnel de rééquilibrage de l'offre scolaire régionale.

Mots-clés : disparités géographiques, inégalités scolaires, milieu rural/urbain, infrastructures scolaires, organisations communautaires, planification éducative

ABSTRACT

This article examines geographical disparities in primary education between the city of Zinder, the regional capital, and its ten rural departments in Niger, using longitudinal data from the Regional Directorate of National Education (DREN) covering the period 2018–2023. The findings reveal a persistent structural gap: the gross enrollment rate (GER) in the city of Zinder reached 105 % in 2023, compared to an average of 53 % for the other departments, a 52 point gap in favour of the urban area. The analysis of school infrastructure highlights the extreme precariousness in rural areas. A qualitative survey conducted among primary education inspectors, pedagogical advisors, and members of community-based organizations (CGDES) confirms and enriches these quantitative findings. In response to these persistent inequalities, the article advocates for differentiated and territorialized educational planning as a central lever for rebalancing the regional school supply.

Keywords: geographic disparities, educational inequality, rural/urban divide, school infrastructure, community organizations, educational planning

INTRODUCTION

L'éducation constitue un levier essentiel du développement humain et un instrument privilégié de réduction des inégalités sociales. Reconnue comme un droit fondamental par les principales conventions internationales, elle est au cœur des stratégies de développement mises en œuvre par les États depuis plusieurs décennies. Dès les indépendances, les États africains se sont engagés dans une politique de développement de l'éducation, comme en témoigne la conférence d'Addis Abeba (1961) qui fixait l'objectif de scolarisation primaire universelle. Lange (2016) rappelle que les progrès ont été réels entre 1960 et 1980, mais que l'entrée en vigueur des programmes d'ajustement structurel (PAS) a provoqué un recul de la scolarisation dans les années 1980, mettant à nu la fragilité financière des systèmes éducatifs. Cette lecture historique est essentielle pour comprendre pourquoi les écarts entre villes et campagnes se sont creusés : la concentration des investissements dans les centres urbains, perçus comme plus « rentables » par les bailleurs de fonds, a durablement défavorisé les zones rurales (Lange & Yaro, 2003).

Les engagements pris lors de la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous (EPT) de Jomtien en 1990, réaffirmés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) puis des Objectifs de Développement Durable (ODD), ont placé l'accès universel à une éducation primaire de qualité parmi les priorités de la communauté internationale. Malgré les progrès enregistrés, les systèmes éducatifs des pays en développement demeurent confrontés à d'importantes disparités géographiques. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les conditions d'accès à l'éducation varient considérablement entre les zones urbaines et rurales. Les espaces urbains concentrent généralement les infrastructures scolaires, les enseignants qualifiés et les équipements pédagogiques, tandis que les zones rurales souffrent souvent d'un déficit d'investissement éducatif. Cette situation se traduit par des écarts significatifs en matière de fréquentation scolaire, de maintien à l'école, de qualité des apprentissages et de réussite scolaire. Ainsi, le territoire apparaît comme un facteur structurant des inégalités éducatives, contribuant à la reproduction des disparités socioéconomiques entre populations.

Le Niger n'échappe pas à cette réalité. Au cours des deux dernières décennies, le pays a enregistré des avancées notables dans le domaine de l'éducation primaire grâce à l'expansion de l'offre scolaire et à la mise en œuvre de plusieurs programmes sectoriels. En effet, le taux brut de scolarisation (TBS) qui était estimé à environ 32,2 % en 1999 a atteint 65,76 % en 2024. Ces efforts ont permis une augmentation substantielle des effectifs scolarisés et une amélioration progressive de certains indicateurs éducatifs. Toutefois, ces progrès demeurent inégalement répartis dans l'espace. Les disparités entre les milieux urbains et ruraux continuent d'affecter l'accès à l'école, les conditions d'enseignement et les performances scolaires. La forte croissance démographique, la dispersion de l'habitat rural, la faiblesse des infrastructures de base et les contraintes budgétaires accentuent les difficultés de couverture du système éducatif dans plusieurs régions du pays. Les données du MEN/A/PLN (2023-2024), montre le poids dominant du milieu rural sur l'urbain. Ainsi, sur les 18 075 écoles primaires, que compte le pays, 15 436 (85,6 %) sont en zone rurale. En plus 70,67 % des élèves (2 122 202 sur 3 002 551) sont en zone rurale. Mais la répartition des principaux indicateurs en termes de capacité d'accueil et d'encadrement (ratio élèves/salle de classe et le ratio élèves/maitre) révèle une forte disparité. Ils sont respectivement en milieu urbain de 41 et 35, contre 48 et 48 en milieu rural. Cette tendance montre déjà une inégalité entre les différentes zones géographiques. Ces défis se manifestent avec une intensité particulière dans certaines régions caractérisées par une insuffisance des infrastructures et équipements scolaires.

Dans la région de Zinder, cette situation apparaît avec une intensité particulière en raison du poids démographique élevé, de la dispersion des populations rurales et des contraintes socio-économiques qui affectent les ménages. Alors que la ville de Zinder bénéficie d'une concentration relativement importante d'établissements scolaires, de personnel enseignant et de services éducatifs, plusieurs départements de la région connaissent des déficits structurels importants. Ces disparités entre les zones de résidences des élèves contribuent à la reproduction des inégalités scolaires et sociales dans le pays.

La question des inégalités scolaires urbain-rural n'est pas nouvelle dans la littérature scientifique africaine. De nombreux travaux s'accordent sur l'insuffisance quantitative et qualitative de l'offre en milieu rural. Traoré (2015), à partir du cas malien, montre que le manque d'infrastructures, la faiblesse du ratio enseignants/élèves et la distance domicile école expliquent une part importante des écarts de scolarisation. Brossard et Foko (2007), dans une étude comparative portant sur 19 pays d'Afrique subsaharienne, ont montré que la pression démographique tend à creuser les inégalités éducatives entre zones urbaines et rurales

lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une politique proactive d'expansion de l'offre scolaire. Leurs données révèlent que les zones rurales à forte croissance démographique enregistrent des taux d'achèvement du primaire inférieurs de 20 à 35 points à ceux des zones urbaines correspondantes. Cette tendance est confirmée par Pilon et Yaro (2001) qui, à partir du cas burkinabè, insistent sur le rôle déterminant des migrations rurales-urbaines dans la recomposition de la demande scolaire locale. Plus récemment, Sawadogo (2019), dans sa thèse portant sur le Burkina Faso, a mobilisé des données de panel longitudinales pour démontrer que la croissance démographique différentielle entre zones agro-pastorales et zones urbaines engendre une demande scolaire que les mécanismes ordinaires d'allocation budgétaire ne parviennent pas à satisfaire. Il introduit le concept de « dette éducative territoriale » pour désigner l'écart cumulé entre besoins scolaires non couverts et offre institutionnelle effective. Dans la même perspective, Traoré (2015), soutient que « les enfants vivant en milieu rural ont moins de chances que ceux vivant en milieu urbain d'accéder à l'école et d'y rester jusqu'au niveau scolaire le plus élevé. Par exemple, un enfant vivant en milieu rural a 43% de chance d'aller à l'école soit 1,7 fois moins que celui qui vit en milieu urbain » (p. 38).

Cependant, malgré ces apports, la dimension planificatrice est souvent abordée de façon normative, mais rarement testée empiriquement par des simulations ou des modèles contrefactuels. Les travaux de Mingat & Suchaut (2000) proposent des cadres d'analyse macroéconomique, mais ils restent très centrés sur l'offre et négligent les dynamiques locales de demande. D'un autre côté, peu d'études comparent systématiquement plusieurs indicateurs de performance (TBS, TBA, ratio élèves/maître, IPG) entre une ville chef-lieu et ses départements ruraux en utilisant des séries temporelles récentes. La plupart des travaux se concentrent sur une seule dimension (taux de scolarisation) sans analyser conjointement l'accès, l'encadrement et la parité de genre. A l'échelle locale, cette insuffisance est particulièrement heuristique dans le cas de la région de Zinder, où la pression des effectifs scolaires et la faible performance du système éducatif rendent nécessaire une distribution rationalisée et optimale des ressources éducatives disponibles.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le présent article portant sur les disparités géographiques de l'enseignement primaire entre le chef-lieu de la région (ville de Zinder) et les départements dans la région de Zinder. L'objectif principal est d'analyser comment la concentration de l'offre scolaire dans la ville de Zinder influence les niveaux de scolarisation des autres départements de la région. L'étude repose sur l'hypothèse selon laquelle, un équilibre planifié de l'offre scolaire entre les milieux de résidence constitue un levier décisif

pour améliorer les taux de scolarisation de la région de Zinder. Cette démarche planificatrice, qui tranche avec le fatalisme programmatif : il ne s'agit pas seulement de décrire les inégalités, mais de proposer un cadre analytique permettant d'identifier les leviers d'actions susceptibles de les réduire sans attendre une croissance économique préalable.

Pour analyser les disparités géographiques de l'enseignement primaire entre la ville de Zinder et les dix départements, nous mobilisons un cadre théorique articulant d'une part, l'approche de l'offre et de la demande d'éducation (Lange & Yaro, 2003 ; Pilon, 2002) qui permet de caractériser les écarts en termes de couverture scolaire, de ratio élèves/maître, de classes multigrades et de contraintes économiques pesant sur les familles rurales. D'autre part, la perspective de l'économie de la planification éducative (Mingat & Suchaut, 2000) qui fournit des outils pour simuler l'impact d'un rééquilibrage de l'offre.

I. METHODOLOGIE

1.1. Présentation de l'espace d'étude

La région de Zinder est située dans le centre-est de la République du Niger entre 12°48' et 17°30' Nord, 7°20' et 12°00' Est. Elle est la plus peuplée du Niger en 2024 avec une population estimée à 5.468.989 habitants (INS), les femmes sont estimées à 2 741 271 soit 50,1 %. Cette population représente 20,76% de l'effectif total du Niger. La région couvre une superficie de 155.778 km², soit 12,3 % du territoire national. Cela correspond à une densité moyenne de 35 hbt/km², avec un taux d'accroissement moyen annuel de 3,81%. La région est organisée en ville de Zinder (composée de 5 arrondissements communaux) et 10 départements. Elle compte 55 communes

Figure1. Carte administrative de la région de Zinder



Source : OCHA, 2013

1.2.Méthode de recherche

L'étude adopte une approche mixte et comparative combinant d'une part, une analyse quantitative longitudinale (2018-2023) des indicateurs scolaires pour la ville de Zinder et les dix départements de la région. D'autre part une analyse qualitative exploratoire destinée à interpréter les écarts et cerner les perceptions des acteurs institutionnels et communautaires.

Les données quantitatives sont secondaires et proviennent de trois sources principales :

- Les annuaires statistiques annuels du MEN/A/PLN et du service de la statistique de la Direction Régionale de l'Éducation de Zinder pour la période 2018–2023, qui constituent la source primaire de données quantitatives sur l'offre et la demande scolaires au niveau locale.
- Les données démographiques de l'Institut National de la Statistique (INS, 2022), notamment les projections de population par tranche d'âge scolaire (7–12 ans) au niveau départemental.

L'unité d'analyse principale est le département, décliné en deux catégories : le milieu urbain (la ville de Zinder, chef-lieu de région) et les dix départements de la région qui sont considérés comme le milieu rural. Cette distinction analytique urbain-rural est opérationnalisée non pas en termes administratifs stricts (parce que les chefs-lieux des anciens départements sont considérés aussi comme « zone urbaine »), mais en termes de densité d'infrastructures scolaires, équipements, matériels pédagogiques, enseignants qualifiés et de degré d'enclavement géographique.

L'analyse quantitative repose sur des procédures complémentaires. Tout d'abord, une analyse descriptive comparative des infrastructures (type de salle de classe) et l'organisation pédagogique. Elle est suivie d'un aperçu des indicateurs clés entre la ville de Zinder et les dix départements, permettant de mettre en évidence les écarts en 2023 et leur évolution sur la période. Ensuite, une régression en panel à effets fixes, qui neutralise les caractéristiques invariantes dans le temps propres à chaque département (relief, traditions culturelles) pour isoler l'effet net des variables d'offre scolaire sur le TBS.

Tableau 1 : Indicateurs et variables

Dimension	Indicateur	Source
Accès	Taux brut de scolarisation (TBS)	Données DREN
Admission	Taux brut d'admission (TBA)	Données DREN
Rétention	Taux d'Achèvement au Primaire (TAP)	Données DREN
Encadrement	Ratio élèves/maître	Données DREN
Équité de genre	Indice d parité de genre (IPG) = $TBS \text{ filles} / TBS \text{ garçons}$	Données DREN
Organisation pédagogique	Proportion de classes multigrades	Rapports d'inspection
Infrastructure	Nombre d'écoles pour 1000 élèves	Calcul de l'auteur
Equipement	Ratio élèves/table-banc	Données DREN

Quant aux données qualitatives elles sont issues de l'enquête qualitative conduite auprès de trois catégories d'acteurs clés du système éducatif régional : des inspecteurs d'enseignement primaire (IEP), des conseillers pédagogiques (CP) et des membres de CGDES (Comités de

189 Gestion des Établissements Scolaires). Au total, 16 entretiens semi-directifs ont été réalisés
190 (4inspecteurs, 6 conseillers pédagogiques, 6 membres de CGDES), d'une durée moyenne de
191 45 à 75 minutes, conduits en français et en haoussa selon la préférence des répondants.

192 En fin, une analyse thématique de contenu des entretiens autour de quatre thèmes :

- 193 - Perceptions des obstacles à la scolarisation en milieu rural ;
- 194 - Effets perçus des politiques de rééquilibrage ;
- 195 - Stratégies familiales d'adaptation ;
- 196 - Rôle des comités de gestion scolaire et des collectivités territoriales.

197 **1.3.Limites méthodologiques**

198 En effet, quelques limites doivent être signalées. La distinction urbain-rural ne se repose pas
199 sur une catégorisation administrative de l'INS qui considère comme « urbains » les chefs-
200 lieux des anciens départements (qui sont Matamèye, Tanout, Gouré, Mirriah et Magaria) au
201 dernier RGPH. Ensuite les données disponibles ne permettent pas d'isoler l'effet spécifique de
202 la qualité pédagogique, faute d'évaluations standardisées des apprentissages au niveau
203 régional.

204 **II. RESULTATS ET DISCUSSION**

205 **2.1.Résultats**

206 L'analyse des données statistiques de la DREP de Zinder sur la période 2018–2023 et celles
207 des entretiens réalisés met en évidence de contrastes géographiques entre la ville de Zinder et
208 les autres départements de la région. Ces inégalités concernent principalement : la précarité
209 infrastructurelle, l'offre scolaire, l'accès et la rétention.

210 **2.1.1. Précarité infrastructurelle du milieu rural**

211 L'analyse des données d'infrastructure collectées à la direction régionale permettent de dresser
212 un portrait par entité de cette précarité pour l'année 2023, que les entretiens qualitatifs
213 confirment.

214 **Tableau 2.Répartition de type des salles de classe utilisées par département**

Département	Dur	Semi dur	Préfabriquée	S. Evolutive	En banco	Paillote	Total
Belbédji	123	48	4	2	63	143	383
Damagaram Tak	335	30	1	0	31	354	751
Dungass	265	2	1	17	14	506	805

Gouré	512	39	4	12	32	500	1099
Kantché	580	64	4	30	98	564	1340
Magaria	687	53	3	13	53	980	1789
Mirriah	612	61	4	30	78	898	1683
Takiéta	259	47	3	9	60	482	860
Tanout	680	79	1	14	285	401	1460
Tesker	76	17	4	0	3	52	152
Ville de Zinder	1 006	232	95	29	122	541	2 025
Total	5 135	672	124	156	839	5 421	12 347

215 Source : DREN/A/PLN de Zinder, 2023

216 Ce tableau révèle le contraste infrastructurel entre la ville de Zinder et les autres départements
217 de la région. Au total sur les 12 347 salles de classe que comptait la région en 2023 les
218 classes en paillote occupent la première place avec 5 421 unités soit environ 44 %. Ce type de
219 classe est particulièrement majoritaire à Magaria (980), Mirriah (898), et Kantché (564). En
220 effet, les classes en matériaux définitifs sont au nombre de 5 135, soit environ 42% du total.
221 Dans ce registre, la ville de Zinder à elle seule compte 1 006 classes en dur. Les classes en
222 banco sont au nombre de 839 unités, suivies de classes semi-dures avec 672 unités. Les classes
223 à structure évolutive et les classes préfabriquées restent les moins répandues avec
224 respectivement 156 unités et 124 unités. Cependant, le contraste est frappant entre la ville de
225 Zinder et les départements de la région. En plus de 1 006 classes en matériaux définitifs, la
226 ville de Zinder compte 35 % des classes semi-dures et environ 77 % des classes
227 préfabriquées. On observe ici un déséquilibre dans la répartition qualitative des salles de
228 classe entre les milieux de résidence.

229 À cette précarité infrastructurelle s'ajoute une autre contrainte organisationnelle majeure : la
230 multiplication des classes multigrades, reflet d'une offre scolaire insuffisante et/ou mal
231 répartie.

232 2.1.2. Adaptation pédagogique face à la contrainte structurelle

233 L'inégale répartition des ressources éducatives avec la pression des effectifs scolaires sur la
234 capacité d'accueil et d'encadrement affectent les conditions d'enseignement/apprentissage.
235 Ces contraintes quantitatives et qualitatives, amènent les acteurs pédagogiques à des pratiques
236 adaptatives pour assurer le fonctionnement. D'où la multiplication des « classes multigrades »

237 Un recours aux classes multigrades indique une insuffisance des salles de classe et/ou du
238 nombre d'enseignants, ce qui met en lumière à une faible offre scolaire ou une inégale

répartition des ressources. Dans cette situation un seul enseignant prend en charge les activités d'apprentissage de deux à plusieurs niveaux, ce qui montre le potentiel alourdissement de charge de travail des enseignants concernés.

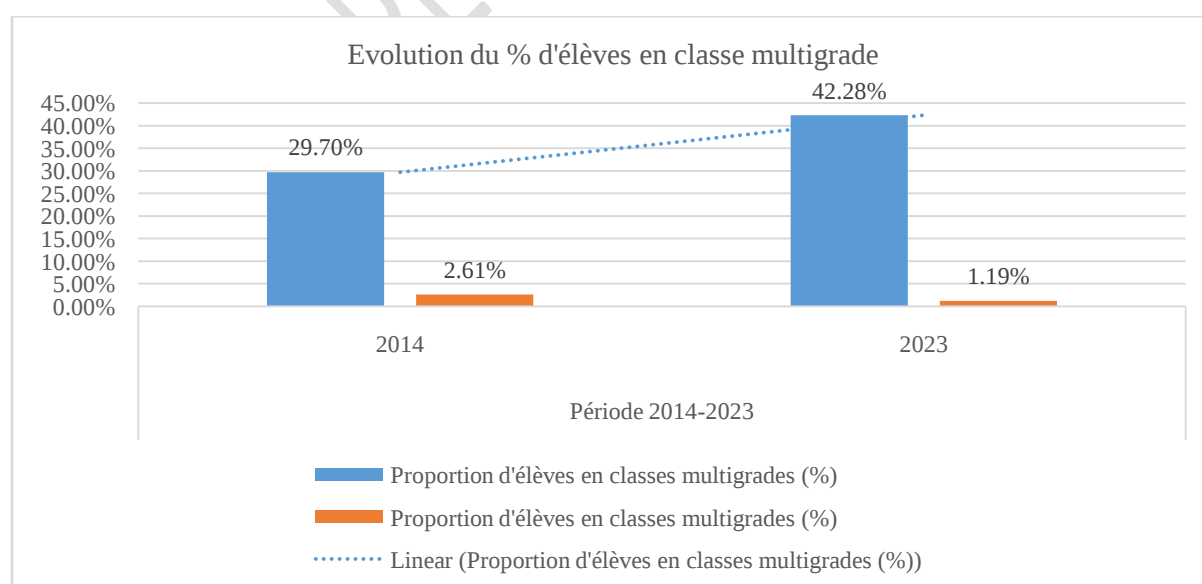
Tableau3. Évolution des classes multigrades dans la région de Zinder (2014-2023) selon le milieu de résidence

Indicateur	Zone de résidence	Période 2014-2023		
		2014	2023	Ecart
Proportion d'élèves en classes multigrades (%)	Rurale	29,7 %	42,28 %	13 %
	Urbaine	2,61 %	1,19 %	-1 %

Source : MEN/A/PLN (annuaires statistiques nationaux)

Le tableau met en évidence un fort contraste géographique dans l'organisation pédagogique de l'enseignement primaire entre le milieu rural et urbain de la région de Zinder. La classe multigrade, qui consiste à regrouper dans une même salle des élèves de plusieurs niveaux d'enseignement sous la responsabilité d'un seul enseignant, constitue généralement une solution adoptée lorsque les ressources éducatives sont insuffisantes. Son recours massif est souvent considéré comme un indicateur indirect de déficit en infrastructures scolaires et en personnel enseignant.

Graphique 1 : Comparaison entre zone rurale et urbaine de 2014 à 2023.



Source : MEN/A/PLN (annuaires statistiques nationaux)

Le graphique ci-dessus montre qu'en 2014, la proportion d'élèves scolarisés dans des classes multigrades atteignait déjà 29,7 % en milieu rural, contre seulement 2,61 % en milieu urbain. Cet écart initial de plus de 27 points de pourcentage révèle une répartition inégale des ressources éducatives entre les deux milieux. Alors que les écoles urbaines bénéficient généralement d'un nombre suffisant de salles de classe et d'enseignants permettant l'organisation de classes à niveau unique, les établissements ruraux sont davantage contraints de recourir à des dispositifs multigrades afin de répondre aux flux d'élèves.

La situation apparaît encore plus préoccupante en 2023. La proportion d'élèves concernés par les classes multigrades augmente à 42,28 % en milieu rural, soit une progression de près de 13 points de pourcentage sur la période. Autrement dit, presque un élève sur deux suit sa scolarité dans une classe regroupant plusieurs niveaux d'enseignement. À l'inverse, la proportion observée en milieu urbain diminue légèrement pour atteindre 1,19 %, traduisant une amélioration continue des conditions d'encadrement pédagogique dans le milieu urbain.

L'évolution divergente des deux milieux témoigne d'un renforcement des inégalités territoriales. Alors que les investissements éducatifs semblent avoir permis de réduire davantage le recours aux classes multigrades dans la zone urbaine, ils n'ont pas suffi à absorber la croissance de la demande scolaire dans la zone rurale. Cette situation peut être interprétée comme le résultat combiné de la forte croissance démographique et l'inégalité dans la répartition des ressources liées à l'offre scolaire. Notamment, l'insuffisance des infrastructures scolaires et des difficultés de déploiement des enseignants dans les localités éloignées.

Du point de vue de la qualité de l'éducation, cette disparité est loin d'être anodine. La gestion simultanée de plusieurs niveaux dans une même salle de classe accroît la charge pédagogique de l'enseignant et réduit le temps d'enseignement consacré à chaque groupe d'élèves. Dans ces conditions, les apprentissages risquent d'être moins efficaces, ce qui peut affecter les performances scolaires, augmenter les risques de redoublement et contribuer à la persistance des écarts de réussite entre élèves ruraux et urbains.

2.1.3. Disparités structurelles de l'offre scolaire et conséquences sur les indicateurs

L'analyse comparée des indicateurs d'offre scolaire pour l'année 2023 révèle des disparités considérables entre la ville de Zinder et les départements. Le Taux Brut de Scolarisation (TBS) de la ville de Zinder s'élève à 104 %, contre une moyenne de 53,72 % pour les autres départements soit un écart de 50,28 points de pourcentage. Cet écart se creuse davantage pour

le taux d'achèvement du primaire (TAP) : 84,92% en milieu urbain contre 32,32 % en moyenne.

Tableau 4. Répartition des principaux indicateurs selon le milieu de résidence

Entité territoriale	TBS (%)	TBA (%)	TAP (%)	Ratio/EM	IPG
Belbédji	63,15	96,28	39,53	45,39	0,77
DTK	54,81	91,92	27,64	51,33	1,06
Dungass	43,49	52,49	26,54	52,23	1,04
Gouré	45,54	66,31	27,58	35,78	1,17
Kantché	60,92	76,68	39,34	50,07	1,02
Magaria	56,69	71,5	38,99	50,15	1,03
Mirriah	57,19	73,6	38,05	46,68	1,06
Takiéta	55,63	86,66	30,86	43,15	0,88
Tanout	52,46	74,48	35,23	44,82	1,00
Tesker	47,34	80,31	19,48	31,57	0,76
Ville de Zinder	104	121	84,92	39,36	0,98
Moyenne rurale	53,72	77,02	32,32	45,12	0,98
Écart urbain-rural.	50,28	43,98	52,60	-5,76	0,00

Source : DREN/A/PLN de Zinder, 2023

L'analyse de ces indicateurs met en évidence une forte disparités géographiques entre la ville de Zinder et les autres départements de la région. La ville de Zinder présente les meilleurs niveaux de performance scolaire avec un Taux Brut de Scolarisation (TBS) de 104 %, un Taux Brut d'Admission (TBA) de 121 % et un Taux d'Achèvement du Primaire (TAP) de 84,92 %, largement supérieurs à la moyenne de départements estimée respectivement à 53,72 %, 77,02 % et 32,32 %. Ces écarts traduisent une forte concentration des opportunités éducatives dans le milieu urbain. À l'inverse, plusieurs départements ruraux tels que Dungass, Tesker et Damagaram Takaya enregistrent des niveaux particulièrement faibles de scolarisation et d'achèvement scolaire, révélant une situation de vulnérabilité scolaire. Le faible TAP observé dans ces départements montre une faible rétention avant la fin du cycle primaire. Par ailleurs, les ratios élèves/maître restent élevés dans la plupart des départements, notamment à Dungass (52,23) et DTK (51,33), ce qui traduit des conditions d'encadrement pédagogique difficiles liées à l'insuffisance des enseignants et à la surcharge des classes. Bien

que l'Indice de Parité de Genre (IPG) soit globalement proche de l'équilibre à l'échelle régionale, certains départements comme Belbédji (0,77) et Tesker (0,76) présentent encore une sous-scolarisation importante des filles.

Cette situation confirme que l'inégale répartition de l'offre scolaire constitue un facteur majeur des disparités de scolarisation entre les milieux de résidence. Cependant, le suivi de l'évolution de la scolarisation par département peut compléter cette analyse.

Tableau 5. Evolution du TBS dans les départements entre 2018 et 2023

Départements	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Taux d'augmentation
Belbédji	68,23%	67,65%	71,22%	65,89%	63,99%	63,16%	-7,43%
Damagaram TK	46,53%	45,07%	49,71%	48,49%	52,42%	54,82%	+17,81%
Dungass	34,55%	35,39%	40,10%	38,92%	41,49%	43,49%	+25,88%
Gouré	49,30%	47,13%	48,18%	44,91%	43,91%	45,54%	-7,63%
Kantché	55,77%	54,83%	58,35%	59,37%	60,14%	60,92%	+9,23%
Magaria	51,23%	52,26%	54,78%	55,10%	54,92%	56,69%	+10,65%
Mirriah	51,05%	51,22%	53,78%	54,40%	56,43%	57,19%	+12,03%
Takiéta	56,23%	53,93%	60,18%	55,09%	54,28%	55,64%	-1,05%
Tanout	57,56%	55,76%	57,92%	53,40%	53,24%	52,46%	-8,86%
Tesker	57,85%	55,92%	62,62%	59,70%	39,88%	47,34%	-18,16%
Ville de Zinder	101%	101 %	106,2 %	102,82%	103,31%	104,50%	+3,47%
Région de Zinder	55,74 %	55,20 %	58,61%	56,98 %	57,45 %	58,61 %	+5,15%

Source : DREN/PLN Zinder, 2023

Le tableau présente l'évolution du TBS pour dix départements de la région de Zinder, ainsi que la ville de Zinder (chef-lieu) et la moyenne régionale. Sur la période 2018-2023, deux tendances opposées se dégagent clairement :

- ✓ Une progression significative dans cinq départements ruraux : Damagaram Takaya, Dungass, Kantché, Magaria, Mirriah. Leurs taux d'augmentation relatifs varient de +9,2 % à +25,9 %, ce qui traduit des efforts notables en matière de scolarisation.
- ✓ Un recul préoccupant dans cinq autres départements ruraux : Belbédji, Gouré, Takiéta, Tanout et surtout Tesker. Ce dernier enregistre une chute spectaculaire de -18,2 % en valeur relative, malgré un niveau de départ élevé (57,85 % en 2018).

323 La ville de Zinder affiche un TBS supérieur à 100 % chaque année (jusqu'à 106,2 % en
324 2020). Cela signifie que le nombre d'élèves inscrits dans le primaire dépasse la population
325 officielle des enfants en âge scolaire (7-12 ans). Ce phénomène s'explique par :

- 326 - Admission des enfants avant l'âge officiel requis ;
- 327 - Migration scolaire d'élèves ruraux venant vivre chez des parents en ville ;
- 328 - Redoublements qui gonflent les effectifs d'âge non théorique ;
- 329 - Sous-estimation de la population scolarisable.

330 La moyenne régionale progresse modérément (+5,15 % en relatif), passant de 55,74 % à
331 58,61 %. Ce résultat modeste masque des écarts internes considérables. L'analyse globale du
332 tableau révèle ainsi un double dynamique. D'une part, la région connaît une amélioration
333 progressive du niveau moyen de scolarisation grâce aux efforts d'expansion de l'offre scolaire
334 engagés ces dernières années. D'autre part, cette amélioration reste géographiquement inégale
335 et profite davantage au centre urbain qu'à la zone rurale. Les importants écarts entre la ville
336 de Zinder et les départements montrent une inégale répartition des ressources disponibles.

337 En outre, l'analyse des entretiens semi-directif avec les acteurs institutionnels affirment que
338 l'offre scolaire ne suit pas l'augmentation des effectifs. Cela signifie que chaque année, des
339 milliers d'enfants supplémentaires arrivent à l'âge de la scolarisation, mais la capacité
340 d'accueil et d'encadrement ne suit pas. Surtout en milieu rural où l'offre scolaire est
341 largement sous-dimensionnée par rapport au potentiel scolarisable. Cette inégale répartition
342 des ressources éducatives entre les milieux de résidence est un facteur explicatif de la faible
343 scolarisation de région voire du pays. Parce que le potentiel scolarisable du milieu rural
344 représente environ 80 % du global. Les inégalités entre zone urbaine et rurale sont expliquées
345 par cinq facteurs : densité d'écoles, qualité des bâtiments, stabilité et statut des enseignants,
346 accès au matériel, et fréquence du suivi pédagogique. Ces inégalités engendrent, la faible
347 demande sociale, la déperdition, le décrochage scolaire et la faible performance.

348 Par ailleurs dans leurs explications les acteurs institutionnels soutiennent que l'inégalité dans
349 la répartition des ressources éducatives est favorisée par la faible demande scolaire du milieu
350 rural. Ils expliquent que la planification scolaire se repose sur la demande et les besoins réels.
351 Par exemple, les infrastructures sont planifiées dans les écoles qui ont le plus grand nombre
352 de paillotes et avec une demande croissante (nombre d'élèves recrutés par an), ce qui
353 défavorise le milieu rural. A cet effet, cette disparité engendrée par le mode de planification

354 mis en avant par l'administration scolaire contribue à expliquer la faible scolarisation de la
355 région de Zinder.

356 D'un autre côté, l'analyse des résultats des entretiens avec les acteurs communautaires fait
357 émerger plusieurs éléments qui structurent la perception parentale et communautaire de
358 l'école primaire dans la région de Zinder.

359 Pratiquement, tous les interviewés, affirment l'importance de la scolarisation des enfants (fille
360 et garçon). Cependant, avec cette acceptation coexiste une défiance croissante envers
361 l'institution scolaire. Ce désenchantement s'explique en partie par une sorte de déception. Il
362 s'agit entre autres de : faiblesse de la qualité de l'éducation, la précarité des infrastructures, le
363 chômage des diplômés, et quelques comportements développés par les enfants déscolarisés
364 qui compliquent leur insertion socio-professionnelle en quittant l'école.

365 2.1.4. Déterminants de la disparité : résultats du modèle de panel

366 Le modèle de régression de panel à effets fixes, estimé à partir des données des 11 entités
367 administratives de la région de Zinder sur la période 2018–2023, met en évidence l'influence
368 déterminante des facteurs liés à l'offre scolaire sur les variations du Taux Brut de
369 Scolarisation (TBS). Le modèle à effets fixes permet d'isoler les spécificités propres à chaque
370 département tout en observant l'évolution des indicateurs dans le temps. Le TBS est retenu
371 comme variable dépendante, tandis que les variables explicatives portent sur les
372 caractéristiques de l'offre scolaire : nombre d'écoles pour 1 000 enfants, ratio élèves/classe,
373 ratio élèves/maître, ratio élèves/table-banc, nombre de classes en dur, écoles disposant
374 d'électricité et écoles disposant d'un point d'eau.

375 **Tableau 6 : Résultats du modèle de régression de panel à effets fixes expliquant les**
376 **variations du TBS dans la région de Zinder (2018–2023)**

Variables explicatives	Coefficient (β)	Erreur standard	t-statistique	Probabilité (p-value)	Effet attendu
Constante	41,27	5,84	7,06	< 0,001	—
Nombre d'écoles pour 1 000 élèves	0,44	0,09	4,88	< 0,001	Positif
Ratio	-0,29	0,11	-2,64	0,009	Négatif

élèves/classe					
Ratio élèves/maître	-0,34	0,08	-4,12	< 0,001	Négatif
Ratio élèves/table- banc	-0,21	0,09	-2,31	0,024	Négatif
Nombre de classes en dur	0,37	0,10	3,70	< 0,001	Positif
Écoles disposant de l'électricité	0,18	0,07	2,45	0,017	Positif
Écoles disposant d'un point d'eau	0,16	0,06	2,21	0,031	Positif

377 R^2 within : 0,76

378 F-statistique : 18,42***

379 Prob > F < 0,001

380 VIF maximal 2,7

381 Test de Hausman $\chi^2 = 21,63$; $p < 0,01$

382

383 Les résultats montrent d'abord que le nombre d'écoles pour 1 000 enfants exerce un effet
384 positif et fortement significatif sur le TBS ($\beta = 0,44$; $p < 0,001$). Ainsi, la densité structurelle
385 favorise directement l'augmentation de la scolarisation. Les départements disposant d'une
386 faible densité en école primaire enregistrent en effet les plus faibles niveaux de TBS,
387 contrairement à la ville de Zinder qui concentre davantage d'établissements scolaires. Ce
388 résultat confirme l'importance de l'accessibilité géographique dans la réduction des inégalités
389 éducatives. En plus, le nombre de classes en dur influence positivement le TBS ($\beta = 0,37$; $p <$
390 $0,001$). Les départements disposant d'un plus grand nombre de salles de classe construites en
391 matériaux définitifs enregistrent de meilleures performances scolaires. À l'inverse, les zones
392 où dominant les classes en paillotes ou les structures provisoires présentent des niveaux de
393 scolarisation plus faibles et plus instables. Cette relation montre que la précarité des
394 infrastructures constitue un facteur structurel des inégalités éducatives entre les entités.

Cependant, le ratio élèves/classe présente un effet négatif significatif sur la scolarisation ($\beta = -0,29$; $p < 0,01$). Une augmentation de la surcharge des salles de classe réduit significativement le niveau de fréquentation scolaire et contribue à la dégradation des conditions d'apprentissage. Ce phénomène est particulièrement visible dans plusieurs départements où les effectifs élevés sont associés à une insuffisance des infrastructures pédagogiques. Tout comme le ratio élèves/maître qui apparaît également comme un déterminant majeur des disparités scolaires ($\beta = -0,34$; $p < 0,001$). Les départements caractérisés par un déficit d'enseignants connaissent les plus faibles performances. À mesure que le nombre d'élèves par enseignant augmente, le TBS tend à diminuer, traduisant l'effet négatif de la surcharge pédagogique sur l'attractivité et l'efficacité du système scolaire rural.

Par ailleurs, les variables liées aux équipements de base apparaissent également déterminantes. Le ratio élèves/table-banc exerce lui aussi un effet négatif significatif ($\beta = -0,21$; $p < 0,05$). Les écoles rurales présentent des conditions d'apprentissage plus précaires et des taux de scolarisation plus faibles. Le nombre d'écoles disposant de l'électricité exerce un effet positif significatif sur le TBS ($\beta = 0,18$; $p < 0,05$). L'accès à l'électricité améliore l'environnement scolaire et favorise de meilleures conditions de fonctionnement administratif et pédagogique. De même, les écoles disposant d'un point d'eau présentent un effet positif sur la scolarisation ($\beta = 0,16$; $p < 0,05$), confirmant le rôle des conditions d'hygiène dans le maintien des élèves à l'école.

Les tests diagnostiques confirment la robustesse du modèle. Les coefficients de variance inflation factor (VIF) demeurent inférieurs au seuil critique de 5 (VIF maximal = 2,7), indiquant l'absence de multicolinéarité sévère entre les variables explicatives. Le coefficient de détermination intra-groupe (R^2 within = 0,76) montre que 76 % des variations du TBS au sein des départements sont expliquées par les variables liées à l'offre scolaire et aux infrastructures éducatives.

Dans l'ensemble, ces résultats démontrent que les disparités de scolarisation dans la région de Zinder résultent principalement d'une répartition inégale des ressources éducatives entre le centre urbain (ville de Zinder) et les autres départements de la région. Ils confirment ainsi l'hypothèse selon laquelle un rééquilibrage géographique de l'offre scolaire pourrait contribuer significativement à l'amélioration des niveaux de scolarisation dans les zones rurales de la région.

2.2. Discussion

Les résultats de cette étude confirment et approfondissent les conclusions de la littérature comparatiste africaine (Brossard & Foko, 2007 ; Compaoré, 2020) : les inégalités éducatives entre milieu urbain et milieu rural dans la région de Zinder sont à la fois quantitatives (écart de 51 points sur le TBS) et qualitatives (précarité infrastructurelle, insuffisance des équipements et déficit de manuels). Cette double dimension est essentielle : même si les taux de scolarisation des départements de la région progressent sous l'effet de la pression démographique, la qualité dégradée de l'offre scolaire compromet l'effectivité des apprentissages. Cette situation s'explique par un mécanisme que nous proposons de qualifier de « avantage citadin ». Les nombreux avantages dont bénéficie le chef-lieu de la région (proximité de l'administration régionale, présence d'inspecteurs en résidence, la régularité des encadrements pédagogiques, l'accès aux formations continues, attractivité pour les enseignants qualifiés) progressent continuellement en creusant l'écart avec les zones rurales. Cette tendance converge vers l'analyse bourdieusienne de la reproduction des inégalités, appliquée ici à l'échelle régionale.

En effet, les résultats de cette étude corroborent l'hypothèse selon laquelle : un équilibre planifié de l'offre scolaire entre les milieux de résidence constitue un levier opérationnel pour améliorer les taux de scolarisation de la région de Zinder. Le coefficient de régression du ratio élèves/maître ($-0,34$; $p < 0,001$) et de la densité d'infrastructures ($\beta = 0,44$; $p < 0,001$) suggèrent que des interventions ciblées sur ces deux dimensions pourraient produire des gains substantiels de scolarisation dans les départements défavorisés.

En outre, les limites de cette étude méritent d'être soulignées. L'utilisation de données administratives agrégées par département ne permet pas de prendre en compte les chefs-lieux des anciens départements de la région comme faisant partie de la zone urbaine. Des études à plus fine granularité permettraient de mieux identifier les inégalités entre la zone urbaine et rurale.

Sur le plan qualitatif, l'échantillon de 16 entretiens, bien que diversifié, reste limité et ne couvre pas certains profils d'acteurs importants (directeurs d'école, parents d'élèves, élèves eux-mêmes). Des perspectives de recherche incluent l'intégration d'évaluations standardisées des apprentissages (PASEC) et la conduite d'une étude longitudinale des trajectoires scolaires individuelles.

CONCLUSION

Cet article a analysé les disparités géographiques de l'enseignement primaire entre la ville de Zinder et les dix autres départements de la région, à partir de données longitudinales couvrant la période 2018–2023. Les résultats montrent que les écarts de scolarisation entre la zone urbaine et rurale sont fortement liés à l'inégale répartition de l'offre scolaire.

La concentration des infrastructures éducatives et des enseignants qualifiés dans l'espace urbain favorise des niveaux élevés de scolarisation, tandis que les départements de la région demeurent confrontés à des difficultés structurelles limitant l'accès à l'éducation primaire. Les disparités entre les différentes entités de la région de Zinder sont structurelles et progressives. Elles se manifestent sur l'ensemble des indicateurs d'offre et de demande scolaires : le chef-lieu régional bénéficie d'un TBS supérieur de 50 points à la moyenne des départements, d'un ratio élèves/maître moins chargé. Par ailleurs, ces inégalités tendent à s'accroître sous l'effet conjugué d'une croissance démographique plus soutenue en milieu rural et d'une planification inégale des ressources éducatives.

La modélisation économétrique confirme que les indicateurs d'offre scolaire sont les principaux déterminants des variations du TBS au niveau régional, expliquant 74 % de la variance observée. L'étude démontre ainsi que la planification équilibrée du point de vue géographique et démographique constitue un instrument essentiel de réduction des inégalités scolaires. Une politique de répartition plus juste et équitable de l'offre de l'éducation primaire entre les milieux de résidence pourrait améliorer durablement les indicateurs de scolarisation dans toute la région de Zinder. Ces résultats légitiment une approche de la « planification durable » qui place l'équité spatiale de l'offre scolaire au cœur de la stratégie de programmation régionale.

BIBLIOGRAPHIE

Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1970). La reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement. Les Éditions de Minuit.

Brossard, M. et Foko, B. (2007). Coûts et financement de l'enseignement supérieur en Afrique francophone. Banque Mondiale.

Compaoré, F. (2020). Déserts éducatifs et politiques de scolarisation dans les régions sahéliennes du Burkina Faso. Cahiers de Géographie du Québec, 64(181), 7–28.

489 Coulibaly, A. et Diarra, K. (2018). Genre, ruralité et accès à l'éducation primaire au Sahel :
 490 une analyse comparative Mali-Niger-Sénégal. *Afrique et Développement*, 43(3), 21–46.

491 Dia, H. (2022). Les institutions d'éducation islamique au Sahel : entre développement
 492 communautaire privé et desseins hégémoniques des systèmes scolaires étatiques. *Papiers de*
 493 *recherche de l'AFD*, 1-47.

494 Direction Régionale de l'Éducation Nationale de l'Alphabétisation et de la Promotion des
 495 Langues Nationales. (2023). Région de Zinder 2018–2023. République du Niger

496 Institut National de la Statistique (INS). (2022). Annuaire statistique du Niger 2021.
 497 Gouvernement du Niger.

498 Kobiané, J.-F. (2001). Revue générale de la littérature sur la demande d'éducation en Afrique.
 499 In M. Pilon et Y. Yaro (dir.), *La demande d'éducation en Afrique : état des connaissances et*
 500 *perspectives de recherche* (pp. 19-47). UEPA/UAPS.

501 Kobiané, J.-F. et Pilon, M. (2008). Appartenance ethnique et scolarisation au Burkina Faso :
 502 la dimension culturelle en question. Communication au colloque international de
 503 l'AIDELF *Démographie et cultures*, Québec, 25-29 août 2008.

504 Lange, M.-F. (2016). La scolarisation primaire universelle est pour demain ! In G. Courade
 505 (dir.), *L'Afrique des idées reçues* (pp. 399-404). Belin.

506 Lange, M.-F. et Martin, J.-Y. (1995). Les stratégies éducatives en Afrique subsaharienne.
 507 *Cahiers des Sciences Humaines*, 31(3), 563–587.

508 Lange, M.-F. et Yaro, Y. (2003). L'évolution de l'offre et de la demande d'éducation en
 509 Afrique subsaharienne. Communication à la Quatrième Conférence africaine sur la
 510 population, UAPS/UEPA, Tunisie, 8-12 décembre 2003.

511 Mingat, A. et Suchaut, B. (2000). *Les systèmes éducatifs africains : une analyse économique*
 512 *comparative*. De Boeck.

513 Nussbaum, M. C. (2011). *Creating capabilities: The human development approach*. Harvard
 514 University Press.

515 Pilon, M. et Yaro, Y. (Éds.). (2001). *La demande d'éducation en Afrique : état des*
 516 *connaissances et perspectives de recherche*. UEPA.

517 Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.

518 Strauss, A. et Corbin, J. (1990). Basics of qualitative research:Groundedtheoryprocedures and
519 techniques. Sage.

520 Tandikème, J. (2021). Les Comités de Gestion des Établissements Scolaires au Tchad : entre
521 participation communautaire et renforcement des inégalités rurales. Politique Africaine,
522 162(2), 87–110.

523 Traoré, M. K. (2015). *La gouvernance locale dans le secteur de l'éducation au Mali* [Thèse
524 de doctorat, Université de Toulon]. HAL. <https://theses.hal.science/tel-01293937>

525 UNESCO-IIEP. (2021). Guide de la planification de l'éducation sensible à l'équité territoriale.

526

527

528